

27 mai 2009

LA BANQUE LAURENTIENNE DÉCLARE UN BÉNÉFICE NET DE 21,2 MILLIONS \$ POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2009

Principaux résultats pour le deuxième trimestre 2009

- Croissance record des prêts et des dépôts au cours du trimestre
 - Bénéfice net de 21,2 millions \$
 - Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 8,5 %
 - La marge nette d'intérêt a atteint un niveau plancher, à 1,92 %, au cours du trimestre
 - Le revenu total est demeuré relativement stable, à 154,8 millions \$
 - Les prêts douteux nets et les pertes sur prêts sont demeurés inchangés par rapport au trimestre précédent
-

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 21,2 millions \$, ou 0,76 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2009, comparativement à un bénéfice net de 25,1 millions \$, ou 0,93 \$ par action ordinaire, pour le deuxième trimestre 2008. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 8,5 % pour ce deuxième trimestre 2009, comparativement à 11,2 % pour la même période lors de l'exercice financier 2008.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, le bénéfice net s'élevait ainsi à 46,2 millions \$, ou 1,68 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 44,3 millions \$, ou 1,61 \$ par action ordinaire, pour le premier semestre 2008. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 9,3 % pour le premier semestre 2009, comparativement à 9,6 % pour la même période lors de l'exercice financier 2008.

Dans ses remarques sur les opérations de la Banque, le président et chef de la direction, M. Réjean Robitaille, a déclaré : « Nous sommes extrêmement satisfaits de la croissance record des prêts et des dépôts de base que nous avons su stimuler depuis le début de l'année. C'est là un indicateur fondamental quant à notre capacité à mener à bien notre stratégie de rentabilité à long terme. Nous avons su saisir l'opportunité offerte par la plus récente campagne d'investissements pour accélérer notre croissance et améliorer nos liquidités de manière significative. Le niveau de liquidités de la Banque, conjugué à sa solide

situation financière, devrait nous permettre de continuer à tirer parti des occasions d'affaires. »

Quant aux résultats financiers, M. Robitaille a observé : « Le contexte économique difficile et les taux d'intérêt exceptionnellement bas ont nui à la rentabilité de la Banque au cours du dernier trimestre. Toutefois, les mesures mises en oeuvre pour rétablir la croissance des revenus ont commencé à générer des résultats. En outre, la qualité du crédit, qui s'était détériorée depuis la fin de l'exercice financier 2008, s'est très bien maintenue au cours du trimestre, et ce, malgré une conjoncture de marchés difficile. »

Survol des initiatives de développement des affaires

La forte croissance du portefeuille de prêts et l'augmentation exceptionnelle des volumes de dépôts attestent l'efficacité des réseaux de distribution de la Banque et l'adéquation de ses stratégies à la conjoncture actuelle.

Les prêts et acceptations bancaires ont augmenté de plus de 307 millions \$ au cours du deuxième trimestre 2009, alors que la Banque assurait une gestion très rigoureuse du risque de crédit. Près de 65 % de cette augmentation provient des prêts hypothécaires résidentiels. Diverses initiatives mises en oeuvre par les secteurs d'activité de la Banque ont également contribué à cette croissance en suscitant un intérêt significatif chez les acheteurs d'habitation.

Par ailleurs, les volumes de dépôts totaux ont connu une croissance record de 1,7 milliard \$ au cours du trimestre. D'une part, le compte d'épargne libre d'impôt (CELI) et les certificats de placement garanti (CPG) ont continué à susciter l'intérêt des clients, soutenu grâce à une excellente campagne REER 2009, et, d'autre part, le nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust a généré la part la plus importante de cette augmentation des dépôts. Ce compte, concurrentiel et facilement accessible pour les conseillers financiers, constitue un produit très populaire et un nouvel atout pour B2B Trust en tant que leader dans le marché des intermédiaires financiers.

Le portefeuille de prêts commerciaux a également connu une croissance significative, alors que la Banque tirait parti des occasions d'affaires fort intéressantes qui existent dans ce marché. Enfin, la réputation et le potentiel de Valeurs mobilières Banque Laurentienne dans le marché institutionnel des titres à revenu fixe et dans le marché des services aux particuliers lui ont permis d'obtenir de très solides résultats pour ce deuxième trimestre 2009.

Tout en poursuivant le développement de ses affaires de manière prudente, la Banque continue d'exercer un contrôle très rigoureux de ses dépenses. Grâce à ses solides assises financières et grâce au haut niveau de ses liquidités, la Banque peut, de façon proactive, tirer pleinement parti des occasions d'affaires qu'offre le marché.

RAPPORT DE GESTION

Ce Rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 30 avril 2009, ainsi que de sa performance au cours du trimestre et du semestre terminés à la même date. Cette analyse, en date du 27 mai 2009, devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour le deuxième trimestre 2009. Le Rapport annuel 2008 de la Banque fournit par ailleurs des renseignements complémentaires

relatifs à des sujets tels que la gestion des risques, les conventions comptables et les arrangements hors bilan.

Performance et objectifs financiers

Le tableau ci-dessous présente les objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2009, ainsi que la performance de la Banque à ce jour.

Indicateurs de performance	Objectifs 2009	1^{er} semestre 2009 (résultats réels)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	10,0 % à 12,0 %	9,3 %
Revenu net dilué par action	3,70 \$ à 4,40 \$	1,68 \$
Revenu total	+ 2 % à 5 % (645 à 665 millions \$)	+ 1,5 % (311 millions \$)
Ratio d'efficacité	73 % à 70 %	72,2 %
Ratio de capital Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,0 %

Les résultats pour le premier semestre 2009, présentés ci-dessus, demeurent acceptables, compte tenu de la situation actuelle des marchés financiers, et les objectifs pour l'exercice financier 2009 peuvent encore être réalisés, étant donné les mesures mises en oeuvre depuis le début de l'exercice afin d'améliorer la performance de la Banque.

Analyse des résultats consolidés

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, comparativement au trimestre terminé le 30 avril 2008

Le revenu net s'élevait à 21,2 millions \$, ou 0,76 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre, terminé le 30 avril 2009, comparativement à 25,1 millions \$, ou 0,93 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre 2008.

Le revenu total s'élevait à 154,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 155,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. La croissance des autres revenus a permis de contrebalancer en grande partie la baisse du revenu net d'intérêt.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 4,9 millions \$ et s'établissait à 94,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, alors qu'il s'établissait à 99,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Les pressions exercées sur la tarification au cours des 18 derniers mois, attribuables à la forte demande pour les dépôts des particuliers, de même qu'un contexte de taux d'intérêt à la baisse, ont affecté les marges bénéficiaires et contrebalancé les retombées de l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts, comparativement au dernier exercice financier. Toutefois, les

mesures de retarification des prêts, mises en oeuvre plus tôt cette année, et les récentes améliorations de la tarification des dépôts des particuliers ont déjà contribué à l'augmentation des marges bénéficiaires. Après avoir atteint un creux au début du trimestre, les marges bénéficiaires se sont ensuite améliorées pour atteindre plus de 2,00 % au mois d'avril, soit un retour aux niveaux enregistrés au début de l'exercice financier 2009. Pour le deuxième trimestre 2009, la marge nette d'intérêt s'établissait à 1,92 %, comparativement à 2,23 % pour le deuxième trimestre 2008.

Les autres revenus s'élevaient à 60,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 56,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Au cours du deuxième trimestre 2009, les revenus des opérations de courtage ont augmenté par rapport au deuxième trimestre 2008, soit de 3,8 millions \$, grâce, principalement, à la solide performance de la division Institutionnel - Revenu fixe. Les frais et commissions sur prêts et dépôts ont également augmenté, de 2,1 millions \$, en raison de la croissance globale des activités. Les revenus des opérations de titrisation pour le deuxième trimestre 2009 s'élevaient à 8,6 millions \$, incluant un gain de 9,2 millions \$ réalisé grâce à la vente de prêts hypothécaires résidentiels, comparativement à des revenus des opérations de titrisation de 9,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. La note 3 des états financiers intermédiaires fournit de plus amples renseignements sur les opérations de titrisation. Les revenus générés par les autres activités sont demeurés relativement inchangés d'un exercice financier à l'autre.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 12,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 10,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, et demeurait inchangée comparativement au premier trimestre 2009. Cette augmentation est reliée principalement à des expositions dans le secteur commercial et, dans une moindre mesure, à l'augmentation des volumes de prêts, ainsi qu'à de légères détériorations dans les portefeuilles de prêts à la consommation (Visa et marges de crédit non garanties, en particulier). Au cours des trois derniers mois, les prêts douteux bruts sont demeurés relativement inchangés, ce qui reflète la bonne performance globale du portefeuille de prêts. Au 30 avril 2009, les prêts douteux nets s'établissaient à 12,5 millions \$, ou 0,08 % du total des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, comparativement à (10,6) millions \$, ou (0,07) %, au 31 octobre 2008. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 125,7 millions \$ au 30 avril 2009, comparativement à 124,6 millions \$ au 31 janvier 2009 et 101,9 millions \$ au 31 octobre 2008. Cette augmentation, enregistrée pour l'essentiel au cours du premier trimestre 2009, est attribuable principalement aux portefeuilles immobilier et commercial. La note 2 des états financiers consolidés intermédiaires fournit de plus amples renseignements à ce sujet.

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 114,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 110,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, ce qui représente une augmentation de 2,9 % d'un exercice financier à

l'autre. Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 1,6 million \$, en raison essentiellement de l'augmentation des salaires et de l'embauche ciblée de nouveaux employés. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par une diminution des coûts liés aux régimes de retraite. Les coûts relatifs aux locaux et aux technologies sont demeurés relativement inchangés d'un exercice financier à l'autre. Les autres dépenses ont augmenté de 0,9 million \$, en raison principalement de la croissance des dépenses en publicité au cours du trimestre. Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total) s'établissait à 73,7 % pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 71,3 % pour le deuxième trimestre 2008.

Pour le deuxième trimestre 2009, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 7,6 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 26,4 %. Pour le deuxième trimestre 2008, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 9,5 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 27,4 %.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, comparativement au semestre terminé le 30 avril 2008

Pour le semestre terminé le 30 avril 2009, le revenu net s'élevait à 46,2 millions \$, ou 1,68 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 44,3 millions \$, ou 1,61 \$ dilué par action ordinaire, pour le semestre terminé le 30 avril 2008. Les résultats pour ce premier semestre 2008 reflétaient l'impact d'un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$ (0,23 \$ dilué par action ordinaire) comptabilisé lors du premier trimestre 2008. En excluant cet impact, le revenu net se serait élevé à 49,9 millions \$ pour le premier semestre 2008.

Le revenu total a augmenté et s'élevait à 311,3 millions \$ pour le premier semestre 2009, comparativement à 306,6 millions \$ pour le premier semestre 2008. La croissance globale des activités a généré des augmentations, tant en termes de frais et commissions qu'en termes de revenus des opérations de courtage et des opérations de titrisation. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la diminution du revenu net d'intérêt, tel qu'il a été expliqué ci-dessus.

La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 24,0 millions \$ pour le premier semestre 2009, comparativement à 19,5 millions \$ pour le premier semestre 2008. Cette augmentation est attribuable à une conjoncture du crédit plus difficile, ainsi qu'à l'augmentation des volumes de prêts.

Les frais autres que d'intérêt s'établissaient à 224,8 millions \$ pour le premier semestre 2009, comparativement à 219,4 millions \$ pour le premier semestre 2008. Cette augmentation est attribuable principalement à l'augmentation des salaires dans les domaines des services bancaires et de la technologie de même qu'à la croissance des dépenses en publicité. Ces augmentations reflètent les efforts soutenus de la direction de la Banque, destinés à allouer les ressources nécessaires au développement des divers secteurs d'activité afin de stimuler

l'augmentation des revenus. Pour le premier semestre 2009, le ratio d'efficacité s'établissait à 72,2 %, comparativement à 71,6 % pour le premier semestre 2008.

Pour le premier semestre 2009, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 16,3 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'établissait à 26,1 %, alors qu'ils s'élevaient à 23,4 millions \$ (taux d'imposition effectif : 34,6 %) pour le premier semestre 2008. Les résultats pour ce premier semestre 2008 reflétaient l'impact d'un ajustement fiscal défavorable de 5,6 millions \$, consécutif aux réductions des taux d'imposition du gouvernement fédéral.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, comparativement au trimestre terminé le 31 janvier 2009

Pour le deuxième trimestre, terminé le 30 avril 2009, le revenu net s'élevait à 21,2 millions \$, ou 0,76 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à 25,0 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le premier trimestre, terminé le 31 janvier 2009. La baisse de rentabilité est attribuable principalement à la diminution du revenu net d'intérêt, tel qu'il a été expliqué ci-dessus, ainsi qu'à la durée plus courte du deuxième trimestre. Alors que les mesures mises en oeuvre plus tôt en 2009 commencent à porter fruit, la marge nette d'intérêt devrait augmenter et le revenu net d'intérêt devrait se rétablir au cours des prochains trimestres, alimentés par la croissance des prêts et des dépôts. Les autres dépenses ont également augmenté, principalement en matière de technologie et de publicité.

Analyse de la situation financière

L'actif au bilan s'élevait à 20,4 milliards \$ au 30 avril 2009, comparativement à 19,6 milliards \$ au 31 octobre 2008.

Les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente ont augmenté de 338,6 millions \$, en raison principalement de la forte croissance des dépôts, tel qu'il est expliqué de manière plus détaillée ci-dessous. Ce niveau plus élevé de liquidités protège la capacité de la Banque de tirer profit des opportunités de croissance qui se présentent, et lui offre la flexibilité nécessaire pour répondre aux exigences de financement associées à la période de renouvellement des prêts hypothécaires en cours.

Le portefeuille de prêts et acceptations bancaires s'élevait à 14,7 milliards \$ au 30 avril 2009, soit une augmentation de 369,6 millions \$ par rapport au 31 octobre 2008. La Banque a connu un autre solide trimestre, marqué par d'importants nouveaux volumes de prêts. Les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les prêts titrisés, ont augmenté de 368 millions \$, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels

(en millions de dollars)	30 avril 2009	31 octobre 2008	Croissance nette
Prêts hypothécaires résidentiels inscrits au bilan	6 335 \$	6 183 \$	152 \$
Prêts titrisés	2 615	2 399	216
Total des prêts hypothécaires résidentiels, incluant les prêts titrisés	8 950 \$	8 582 \$	368 \$

Les prêts hypothécaires commerciaux et les prêts commerciaux ont augmenté de plus de 120 millions \$ et 90 millions \$ respectivement depuis le début de l'exercice financier 2009. Les prêts personnels sont demeurés relativement stables au cours des six derniers mois.

Le total des dépôts des particuliers a connu une augmentation record de 1,3 milliard \$ au cours du deuxième trimestre 2009 (2,1 milliards \$ depuis le début de l'exercice financier 2009) et s'élevait à 14,5 milliards \$ au 30 avril 2009. Le nouveau *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust a fourni 1,7 milliard \$ de cette augmentation, depuis le début de l'exercice financier 2009. Ce nouveau compte, disponible exclusivement par l'intermédiaire du réseau de conseillers financiers de B2B Trust, répond de toute évidence aux préférences des clients pour un investissement à rendement plus élevé et à faible risque. Ce produit contribue également à financer les portefeuilles de prêt à taux variable consolidé et à faciliter la gestion d'ensemble de l'actif et du passif. Les dépôts des particuliers, provenant des activités des succursales bancaires, ont également augmenté, de 227,7 millions \$, depuis le début de l'exercice financier 2009, grâce en particulier à une autre très bonne campagne REER. Le niveau des dépôts d'entreprises et autres dépôts a diminué de 132,8 millions \$ depuis le début de l'exercice financier 2009, alors que la baisse des dépôts à terme, commerciaux et institutionnels, a plus que contrebalancé l'augmentation des dépôts commerciaux à vue et sur préavis. Au 30 avril 2009, les dépôts des particuliers représentaient 84 % du total des dépôts qui s'élevait à 17,3 milliards \$.

Les capitaux propres attribuables s'élevaient à 1 131,6 millions \$ au 30 avril 2009, comparativement à 1 083,4 millions \$ au 31 octobre 2008. Cette augmentation des capitaux propres est attribuable au revenu net accumulé depuis le début de l'exercice financier 2009, ainsi qu'à l'augmentation de la valeur des produits dérivés, désignés comme couverture de flux de trésorerie et comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque, excluant le cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établissait à 36,83 \$ au 30 avril 2009, comparativement à 35,84 \$ au 31 octobre 2008. Au 20 mai 2009, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 23 849 313 et le nombre d'options, à 125 725.

Le capital réglementaire de première catégorie de la Banque s'établissait à 989,0 millions \$ au 30 avril 2009, comparativement à 965,4 millions \$ au 31 octobre 2008. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient 10,0 % et 12,0 % respectivement au 30 avril 2009, inchangés par rapport aux ratios établis au 31 octobre 2008. Ces ratios demeurent solides. Le ratio des capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires, à 8,2 %, atteste également le haut niveau de qualité du capital de la Banque.

Lors de sa réunion tenue le 27 mai 2009, le conseil d'administration de la Banque a annoncé le versement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 8 juin 2009, ainsi que le versement d'un dividende de 0,34 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2009, aux actionnaires inscrits en date du 2 juillet 2009.

L'actif administré s'élevait à 13,7 milliards \$ au 30 avril 2009, comparativement à 14,4 milliards \$ au 31 octobre 2008 et 15,9 milliards \$ au 30 avril 2008. Les baisses des valeurs marchandes subies au cours des 18 derniers mois ont affecté l'actif administré. Les prêts hypothécaires sous gestion ont augmenté à la suite des opérations de titrisation réalisées depuis le début de l'exercice financier 2009.

Information sectorielle

Le tableau ci-dessous présente la contribution de chacun des secteurs d'activité au bénéfice net de la Banque. Ces résultats reflètent la durée plus courte du deuxième trimestre 2009, comparativement au premier trimestre 2009.

Contributions au bénéfice net

(en millions \$)	Particuliers et PME Québec	Immobilier et Commercial	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque		Total
				Laurentienne	Autres	
T2 2009	9,8 36 %	7,5 28 %	7,8 29 %	1,9 7 %	(5,8) s. o.	[note 1] 21,2 100 %
T1 2009	10,2 37 %	7,9 29 %	8,1 30 %	1,0 4 %	(2,2) s. o.	25,0 100 %
T2 2008	8,6 34 %	7,4 29 %	9,2 36 %	0,4 1 %	(0,4) s. o.	25,1 100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Particuliers et PME Québec

La contribution du secteur Particuliers et PME Québec au bénéfice net a augmenté de 14 % et s'élevait à 9,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 8,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de 2,8 millions \$, passant de 101,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008 à 103,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, grâce à la croissance soutenue des volumes de prêts et de dépôts. Les pertes sur prêts ont légèrement diminué et s'établissaient à 8,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 8,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, alors que la qualité du crédit est demeurée relativement stable en dépit des conditions économiques. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,4 %, ou 1,9 million \$, passant de 81,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008 à 83,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009. Cette augmentation est attribuable principalement à la croissance des dépenses en publicité.

Immobilier et Commercial

La contribution du secteur Immobilier et Commercial au bénéfice net a légèrement augmenté et s'élevait à 7,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 7,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

Le revenu total a augmenté de plus de 16 %, soit de 2,8 millions \$, passant de 17,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008 à 20,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009. Ce résultat est attribuable principalement à l'augmentation du revenu net d'intérêt, générée par la croissance des volumes de prêts. Les pertes sur prêts ont augmenté et s'établissaient à 3,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 1,0 million \$ pour le deuxième trimestre 2008, des provisions pour pertes ayant été constituées pour certains comptes commerciaux au cours de ce deuxième trimestre 2009. Les frais autres que d'intérêt ont également augmenté, soit de 0,8 million \$, et s'établissaient à 6,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 5,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

B2B Trust

La contribution de B2B Trust au bénéfice net a diminué de 1,4 million \$ et s'élevait à 7,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 9,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

Le revenu total a diminué de 1,1 million \$, passant de 25,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008 à 23,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009. Le revenu net d'intérêt a également diminué, de 0,8 million \$, d'un exercice financier à

l'autre. Au cours des 18 derniers mois, les marges bénéficiaires de B2B Trust ont été sous pression alors que la compétition pour les dépôts des particuliers se faisait plus vive. Au cours du deuxième trimestre 2009 en outre, les marges bénéficiaires ont été affectées par le taux d'intérêt avantageux offert lors du lancement du *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust. Le récent assouplissement des conditions de financement, conjugué aux ajustements de la tarification du *Compte d'investissement à intérêt élevé* afin de la ramener aux conditions normales de marché, ont contribué à l'amélioration des marges bénéficiaires et devraient faire en sorte que la croissance du revenu net d'intérêt reprenne son rythme jusqu'à la fin de l'exercice financier.

Depuis le début de l'exercice financier 2009, les dépôts ont augmenté de plus de 2,1 milliards \$, un résultat attribuable essentiellement au succès du *Compte d'investissement à intérêt élevé* de B2B Trust. Au cours des six derniers mois, les prêts moyens ont également poursuivi leur croissance, augmentant de 159,0 millions \$, y inclus 82,1 millions \$ de prêts à l'investissement. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2009, les prêts moyens s'élevaient à 4 194 millions \$, alors que les dépôts moyens s'élevaient à 7 810 millions \$. Les dépôts indirects des particuliers, recueillis par l'intermédiaire de B2B Trust, contribuent toujours à la solidité des liquidités de la Banque et de son bilan.

Les pertes sur prêts, y compris les pertes reliées à des activités de prêts à l'investissement, sont demeurées faibles et s'établissaient à 0,7 million \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 0,5 million \$ pour le deuxième trimestre 2008. Les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté et s'élevaient à 11,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 10,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

La contribution de Valeurs mobilières Banque Laurentienne au bénéfice net s'élevait à 1,9 million \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 0,4 million \$ pour le deuxième trimestre 2008. La solide performance de la division Institutionnel - Revenu fixe, de même que l'amélioration de la performance des services de courtage aux particuliers, ont contribué à améliorer sensiblement la rentabilité de ce secteur d'activité. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 8,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 7,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008, en raison principalement de l'augmentation des coûts de la rémunération variable.

Autres

Le secteur Autres a affiché une contribution négative de 5,8 millions \$ au bénéfice net pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à une contribution négative de 0,4 million \$ pour le deuxième trimestre 2008. L'augmentation des coûts de financement et la diminution des marges bénéficiaires sur les liquidités, de même que les retombées des opérations de titrisation, ont produit un revenu net d'intérêt négatif de 17,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à un revenu net d'intérêt négatif de 10,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Pour le deuxième trimestre 2009, les autres revenus étaient légèrement moins élevés et s'établissaient à 13,1 millions \$, comparativement à 14,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008. Ce résultat est attribuable principalement à la diminution des revenus liés aux opérations de titrisation. Les frais autres que d'intérêt ont encore diminué et s'établissaient à 4,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2009, comparativement à 6,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2008.

Informations additionnelles sur les investissements en titres adossés à des actifs

La Banque détient des investissements dans des titres adossés à des actifs dans ses portefeuilles de placement et de négociation, tel qu'il est détaillé ci-dessous.

au 30 avril 2009

(à la valeur du marché, en millions de dollars)	PCAA	Billets à terme		Total
		THC	Autres TAA ⁽¹⁾	
Titres émis par des conduits auparavant couverts par l'Entente de Montréal ⁽²⁾	—	—	13	13
Autres titres	—	15	7	22
Total - Titres adossés à des actifs	—	15	20	35

(1) Excluant les titres hypothécaires qui sont entièrement garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH)

(2) Au cours du premier trimestre 2009, tous les PCAA émis par des conduits couverts par l'Entente de Montréal ont été convertis en billets à terme. Ces nouveaux titres n'ont pas été négociés activement à ce jour. Par conséquent, des techniques d'évaluation ont été utilisées pour l'estimation des justes valeurs. Les réductions cumulatives de la valeur de ces nouveaux titres s'élevaient à 6,4 millions \$, ou environ 33 %, par rapport aux valeurs comptables antérieures.

PCAA - Papier commercial adossé à des actifs

THC - Titres hypothécaires commerciaux

TAA - Titres adossés à des actifs

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

en millions de dollars,
sauf les montants par
action
(non vérifiées)

	2009 T2	T1	2008 T4	T3	T2	T1	2007 T4	T3
Revenu total	154,8 \$	156,5 \$	152,8 \$	171,1 \$	155,5 \$	151,1 \$	145,6 \$	151,0 \$
Bénéfice découlant des activités poursuivies	21,2	25,0	22,9	30,9	25,1	19,1	25,7	23,2
Bénéfice net	21,2	25,0	27,3	30,9	25,1	19,1	30,2	23,2
Bénéfice par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,76	0,92	0,84	1,17	0,93	0,68	0,96	0,85
dilué	0,76	0,91	0,84	1,17	0,93	0,68	0,95	0,85
Bénéfice net par action ordinaire								
de base	0,76	0,92	1,02	1,17	0,93	0,68	1,14	0,85
dilué	0,76	0,91	1,02	1,17	0,93	0,68	1,14	0,85
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8,5 %	10,0 %	11,5 %	13,4 %	11,2 %	8,1 %	13,8 %	10,5 %
Actif au bilan	20 382 \$	19 847 \$	19 508 \$	19 301 \$	18 383 \$	18 270 \$	17 787 \$	18 011 \$

Conventions comptables

Nouvelles normes comptables adoptées au cours de l'exercice financier 2009

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au mois de novembre 2007, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a approuvé le nouveau chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 renforce l'approche fondée sur des principes pour la constatation des coûts à titre d'actifs, au sens de la définition d'actifs et des critères de constatation énoncés au chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*. Il traite aussi de manière spécifique de la constatation des actifs incorporels développés à l'interne. En outre, le CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation* ne s'appliquera plus, à compter de l'adoption du chapitre 3064. Ces changements, qui sont entrés en vigueur à la Banque le 1^{er} novembre 2008, n'ont eu aucun effet significatif sur les états financiers consolidés.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'Institut des comptables agréés du Canada a publié l'abrégé CPN-173 — *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* — qui est applicable à la Banque, rétroactivement, depuis le 1^{er} novembre 2008. Cet abrégé confirme qu'il faut tenir compte du risque de crédit propre à l'entité et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'abrégé n'a eu aucun effet significatif sur les états financiers intérimaires consolidés de la Banque.

Modifications de conventions comptables à venir

Normes internationales d'information financière

Au mois de janvier 2006, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a dévoilé un nouveau plan stratégique en vertu duquel les normes d'information financière des sociétés ouvertes canadiennes devraient basculer vers un ensemble unique de normes de qualité élevée reconnues mondialement, à savoir les Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* – IFRS). Selon le plan stratégique du CNC, ce nouvel ensemble de normes entrera en vigueur pour les exercices financiers débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011, soit pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 2012 en ce qui concerne la Banque. Une analyse des conséquences de ce passage aux IFRS, du point de vue comptable, est en cours et un calendrier a été préparé afin d'en évaluer l'incidence sur la divulgation financière, les systèmes d'information et les contrôles internes. La Banque surveille également de manière très attentive les répercussions éventuelles de tels changements sur les exigences relatives au capital. Un plan détaillé devrait être élaboré avant la fin de 2009 afin de faciliter la transition en 2011.

À ce jour, la Banque a procédé à l'analyse des nouvelles exigences, particulièrement en ce qui concerne la comptabilité des instruments financiers, y compris les opérations de titrisation, les opérations de couverture et les pertes sur prêts. D'autres sujets dignes d'intérêt incluent les avantages sociaux, les regroupements d'entreprises et les paiements à base d'actions.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de l'information financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires de la Banque soient présentés fidèlement.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque, relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière, qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à l'échelle du Canada. Elle offre à ses clients tout un éventail de services financiers diversifiés et se distingue grâce à l'excellence de son service, à son accessibilité et à sa convivialité. La Banque dessert les particuliers et les petites et moyennes entreprises, et elle offre également ses produits à un vaste réseau de conseillers financiers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Enfin, elle offre des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec, où elle exploite le troisième plus important réseau de succursales bancaires. Ailleurs au Canada, la Banque détient une position de choix dans des segments de marché spécifiques. La Banque Laurentienne du Canada gère un actif au bilan de plus de 20 milliards \$, de même que des actifs administrés de plus de 13 milliards \$. Fondée en 1846, elle emploie aujourd'hui plus de 3 400 personnes.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR, tels que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la marge nette d'intérêt, la valeur comptable de l'action ordinaire et les ratios d'efficacité, afin d'évaluer sa performance. En outre, certaines parties de ce document font état d'un bénéfice net, excluant les éléments significatifs. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier les résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse du potentiel de rentabilité et de développement de la Banque.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Dans ce communiqué, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, faire des énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, y compris des énoncés relatifs à son plan d'affaires et à ses objectifs financiers. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

De par leur nature, ces énoncés prévisionnels sont fondés sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas ou se révèlent inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prévisionnels sont raisonnables, elle ne peut assurer que ces attentes se révèlent exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prévisionnels pour prendre des décisions, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et l'environnement technologique. La Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque divergent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter les documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, écrits ou oraux, émis par elle-même ou en son nom, sauf dans la mesure requise par la réglementation en matière de valeurs mobilières.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne du Canada invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le mercredi 27 mai 2009, à compter de 14 h 00, heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-223-7781 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible de 18 h 00, le mercredi 27 mai 2009, à minuit, le mercredi 17 juin 2009, au numéro 1-800-408-3053, code 3450658#.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière
Michel C. Lauzon

514 284-4500 poste 7997

Relations médias
et Relations avec les investisseurs
Gladys Caron

514 284-4500 poste 7511
tél. cell. 514 893-3963

POINTS SAILLANTS FINANCIERS

EN MILLIONS DE DOLLARS, SAUF INDICATION CONTRAIRE (NON VÉRIFIÉS)	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE		
	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008	VARIATION	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008	VARIATION
Résultats						
Bénéfice net	21,2 \$	25,1 \$	(16) %	46,2 \$	44,3 \$	4 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	18,2 \$	22,2 \$	(18) %	40,0 \$	38,4 \$	4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ⁽¹⁾	8,5 %	11,2 %		9,3 %	9,6 %	
Par action ordinaire						
Résultat net dilué	0,76 \$	0,93 \$	(18) %	1,68 \$	1,61 \$	4 %
Dividendes déclarés	0,34 \$	0,32 \$	6 %	0,68 \$	0,64 \$	6 %
Valeur comptable ⁽¹⁾				36,83 \$	34,30 \$	7 %
Cours de l'action - clôture				28,80 \$	42,21 \$	(32) %
Situation financière						
Actif au bilan				20 382 \$	18 383 \$	11 %
Actif administré				13 688 \$	15 861 \$	(14) %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net				15 172 \$	14 005 \$	8 %
Dépôts de particuliers				14 490 \$	12 267 \$	18 %
Capitaux propres et débentures				1 282 \$	1 202 \$	7 %
Nombre d'actions ordinaires - fin de la période (en milliers)				23 849	23 840	- %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente				0,08 %	(0,02) %	
Actif pondéré en fonction des risques				9 870 \$	9 167 \$	8 %
Ratio de capital						
Ratio BRI de première catégorie				10,0 %	10,2 %	
Ratio BRI total				12,0 %	12,3 %	
Ratio actif / fonds propres				17,3 x	16,4 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques ⁽²⁾				8,2 %	8,2 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				7,4 x	11,7 x	
Valeur au marché / valeur comptable				78 %	123 %	
Dividende par action / valeur au marché	4,72 %	3,03 %		4,72 %	3,03 %	
Ratio du dividende versé	44,7 %	34,4 %		40,6 %	39,8 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	1,92 %	2,23 %		1,96 %	2,25 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,24 %	0,22 %		0,24 %	0,22 %	
Rentabilité						
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	73,7 %	71,3 %		72,2 %	71,6 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent à temps plein				3 453	3 385	
Nombre de succursales				156	156	
Nombre de guichets automatiques				351	337	

(1) Relativement au calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la Banque considère que le bénéfice net constitue la meilleure mesure de rentabilité et que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, seraient utilisés comme mesure du capital. Le calcul de la valeur comptable de la Banque est également basé sur les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu.

(2) Les capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sont définis comme étant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, excluant le Cumul des autres éléments du résultat étendu, moins les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels.

BILAN CONSOLIDÉ

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	AU 30 AVRIL 2009	AU 31 OCTOBRE 2008	AU 30 AVRIL 2008
ACTIF				
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques		60 383 \$	54 410 \$	65 298 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		241 564	94 291	306 652
Valeurs mobilières				
Disponibles à la vente		1 531 078	1 327 504	1 119 563
Détenues à des fins de transaction		856 691	1 069 197	1 131 149
Désignées comme étant détenues à des fins de transaction		1 434 664	1 118 838	967 755
		3 822 433	3 515 539	3 218 467
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente		539 859	661 391	479 320
Prêts				
Personnels	2 et 3	5 308 722	5 302 046	5 179 589
Hypothécaires résidentiels		6 334 599	6 182 871	5 853 891
Hypothécaires commerciaux		1 053 537	932 688	812 499
Commerciaux et autres		1 915 326	1 847 327	1 693 475
		14 612 184	14 264 932	13 539 454
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts		(113 129)	(112 434)	(109 798)
		14 499 055	14 152 498	13 429 656
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		132 670	110 342	95 838
Immobilisations corporelles et logiciels		141 152	143 489	136 540
Actif au titre d'instruments financiers dérivés		283 590	237 704	125 357
Écarts d'acquisition		53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels		12 287	12 896	13 505
Autres actifs		595 434	522 202	458 852
		1 218 923	1 080 423	883 882
		20 382 217 \$	19 558 552 \$	18 383 275 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers		14 489 829 \$	12 430 038 \$	12 267 498 \$
Entreprises, banques et autres		2 770 934	2 903 774	2 174 424
		17 260 763	15 333 812	14 441 922
Autres				
Engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		571 182	819 236	945 755
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		183 424	1 136 096	887 723
Acceptations		132 670	110 342	95 838
Passif au titre d'instruments financiers dérivés		147 930	147 469	81 867
Autres passifs		804 670	778 162	728 361
		1 839 876	2 991 305	2 739 544
		150 000	150 000	150 000
Débitures subordonnées				
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires	4	257 496	257 462	257 278
Surplus d'apport		193	173	142
Bénéfices non répartis		620 732	596 974	560 364
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8	43 157	18 826	24 025
		1 131 578	1 083 435	1 051 809
		20 382 217 \$	19 558 552 \$	18 383 275 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LES DONNÉES PAR ACTION (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
		30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Revenu d'intérêt						
Prêts		171 158 \$	190 648 \$	206 420 \$	361 806 \$	427 138 \$
Valeurs mobilières		16 723	18 465	14 831	35 188	28 237
Dépôts auprès d'autres banques		509	3 014	6 952	3 523	14 372
Autres, incluant instruments financiers dérivés		34 257	22 275	4 391	56 532	4 391
		222 647	234 402	232 594	457 049	474 138
Frais d'intérêt						
Dépôts		125 571	129 074	125 249	254 645	251 969
Autres, incluant instruments financiers dérivés		1 116	4 678	6 421	5 794	19 761
Débitures subordonnées		1 887	1 947	1 903	3 834	3 851
		128 574	135 699	133 573	264 273	275 581
Revenu net d'intérêt						
		94 073	98 703	99 021	192 776	198 557
Autres revenus						
Frais et commissions sur prêts et dépôts		24 665	23 609	22 535	48 274	44 115
Revenus tirés des activités de courtage		10 754	8 691	6 965	19 445	14 357
Revenus de trésorerie et de marchés financiers		5 979	4 575	6 289	10 554	13 425
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement		2 985	2 836	3 456	5 821	6 898
Revenus d'assurance crédit		3 768	4 060	3 217	7 828	6 273
Revenus de régimes enregistrés autogérés		2 038	1 979	2 368	4 017	4 548
Revenus de titrisation	3	8 594	10 525	9 497	19 119	14 855
Autres		1 912	1 559	2 157	3 471	3 547
		60 695	57 834	56 484	118 529	108 018
Revenu total						
		154 768	156 537	155 505	311 305	306 575
Provision pour pertes sur prêts						
	2	12 000	12 000	10 000	24 000	19 500
Frais autres que d'intérêt						
Salaires et avantages sociaux		60 414	60 389	58 798	120 803	117 065
Frais d'occupation de locaux et technologie		29 790	27 985	29 154	57 775	58 384
Autres		23 830	22 358	22 898	46 188	43 955
		114 034	110 732	110 850	224 766	219 404
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices						
		28 734	33 805	34 655	62 539	67 671
Impôts sur les bénéfices		7 579	8 758	9 506	16 337	23 410
Bénéfice net						
		21 155 \$	25 047 \$	25 149 \$	46 202 \$	44 261 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts afférents		3 004	3 222	2 967	6 226	5 897
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires						
		18 151 \$	21 825 \$	22 182 \$	39 976 \$	38 364 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires						
en circulation (en milliers)						
de base		23 849	23 848	23 837	23 849	23 830
dilué		23 855	23 872	23 882	23 863	23 872
Résultat net par action ordinaire						
de base		0,76 \$	0,92 \$	0,93 \$	1,68 \$	1,61 \$
dilué		0,76 \$	0,91 \$	0,93 \$	1,68 \$	1,61 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
		30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Bénéfice net		21 155 \$	25 149 \$	46 202 \$	44 261 \$
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices	8				
Variation des gains (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente		8 369	(535)	855	(2 732)
Reclassement aux résultats des (gains) pertes réalisés sur les titres disponibles à la vente		(45)	(396)	672	(2 130)
Variation nette des gains sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		7 763	5 278	22 804	28 010
		16 087	4 347	24 331	23 148
Résultat étendu		37 242 \$	29 496 \$	70 533 \$	67 409 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
		30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Actions privilégiées			
Solde au début et à la fin de la période		210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires	4		
Solde au début de la période		257 462	256 445
Émissions au cours de la période en vertu du régime d'options d'achat d'actions	5	34	833
Solde à la fin de la période		257 496	257 278
Surplus d'apport			
Solde au début de la période		173	105
Rémunération à base d'actions	5	20	37
Solde à la fin de la période		193	142
Bénéfices non répartis			
Solde au début de la période		596 974	537 254
Bénéfice net		46 202	44 261
Dividendes			
Actions privilégiées, y compris les impôts afférents		(6 226)	(5 897)
Actions ordinaires		(16 218)	(15 254)
Solde à la fin de la période		620 732	560 364
Cumul des autres éléments du résultat étendu	8		
Solde au début de la période		18 826	877
Autres éléments du résultat étendu, net des impôts sur les bénéfices		24 331	23 148
Solde à la fin de la période		43 157	24 025
Capitaux propres		1 131 578 \$	1 051 809 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS (NON VÉRIFIÉ)	NOTES	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
		30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation						
Bénéfice net		21 155 \$	25 047 \$	25 149 \$	46 202 \$	44 261 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :						
Provision pour pertes sur prêts		12 000	12 000	10 000	24 000	19 500
Gains sur les activités de titrisation	3	(9 229)	(16 672)	(9 163)	(25 901)	(15 185)
Pertes nettes (gains nets) sur disposition de valeurs mobilières détenues à des fins autres que de transaction		725	2 685	(1 016)	3 410	(3 703)
Impôts futurs		4 294	7 319	8 169	11 613	20 150
Amortissements		8 193	8 045	7 667	16 238	15 340
Variation nette des valeurs mobilières détenues à des fins de transaction		196 179	16 327	155 250	212 506	(44 191)
Variation des intérêts courus à recevoir		(14 919)	9 376	(9 093)	(5 543)	(6 762)
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés		(5 299)	(40 587)	(28 916)	(45 886)	(62 612)
Variation des intérêts courus à payer		4 480	(11 649)	(6 886)	(7 169)	(5 506)
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés		13 901	(13 440)	14 372	461	11 016
Autres, net		(12 209)	(25 657)	35 415	(37 866)	39 461
		219 271	(27 206)	200 948	192 065	11 769
Flux de trésorerie liés aux activités de financement						
Variation nette des dépôts		1 687 893	239 058	236 682	1 926 951	563 214
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert		(334 147)	86 093	(300 933)	(248 054)	77 080
Variation des engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat		(968 424)	15 752	178 956	(952 672)	(41 264)
Émissions d'actions ordinaires		-	34	312	34	833
Dividendes, y compris les impôts afférents		(11 113)	(11 331)	(10 595)	(22 444)	(21 151)
		374 209	329 606	104 422	703 815	578 712
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement						
Variation des valeurs mobilières disponibles à la vente et désignées comme étant détenues à des fins de transaction						
Acquisitions		(1 810 651)	(1 002 611)	(424 575)	(2 813 262)	(1 213 395)
Produit à la vente et à l'échéance		1 497 435	835 849	173 038	2 333 284	730 860
Variation des prêts		(467 955)	(387 043)	(509 506)	(854 998)	(967 809)
Variation des valeurs acquises en vertu de conventions de revente		35 480	86 052	(36 942)	121 532	60 984
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires		171 816	312 116	405 200	483 932	806 249
Acquisitions d'immobilisations corporelles et logiciels		(8 356)	(4 770)	(7 586)	(13 126)	(13 655)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles et logiciels		-	4	19	4	103
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques		(596)	(146 677)	100 919	(147 273)	(23 397)
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'actifs		-	-	-	-	29 632
		(582 827)	(307 080)	(299 433)	(889 907)	(590 428)
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période		10 653	(4 680)	5 937	5 973	53
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période		49 730	54 410	59 361	54 410	65 245
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période		60 383 \$	49 730 \$	65 298 \$	60 383 \$	65 298 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :						
Intérêts versés au cours de la période		112 728 \$	149 341 \$	141 444 \$	262 069 \$	287 653 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période		1 709 \$	8 289 \$	5 089 \$	9 998 \$	1 098 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TOUS LES CHIFFRES DES TABLEAUX SONT EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF INDICATIONS CONTRAIRES (NON VÉRIFIÉES)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne du Canada (la Banque) ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, à l'exception des modifications comptables décrites ci-dessous, sont identiques à celles utilisées aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2008. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2008. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été retraités en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En novembre 2007, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a approuvé le nouveau chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. Le nouveau chapitre 3064 renforce l'approche fondée sur des principes pour la constatation des coûts à titre d'actifs, au sens de la définition d'actifs et des critères de constatation énoncés au chapitre 1000. Il précise également de façon spécifique les critères de comptabilisation d'un actif incorporel développé à l'interne. De plus, le CPN-27, *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'appliquera plus aux entités qui ont adopté le chapitre 3064. Ces modifications, adoptées par la Banque en date du 1^{er} novembre 2008, n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité des problèmes nouveaux de l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié l'abrégé du CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui s'applique à la Banque de façon rétrospective en date du 1^{er} novembre 2008. Le document confirme que le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie devraient être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cet abrégé n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés intermédiaires.

2. PRÊTS

Prêts et prêts douteux

AU 30 AVRIL 2009

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 308 722 \$	22 057 \$	7 738 \$	31 695 \$	39 433 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 334 599	24 025	1 986	3 976	5 962
Prêts hypothécaires commerciaux	1 053 537	6 057	1 908	5 660	7 568
Prêts commerciaux et autres	1 915 326	73 538	28 247	31 919	60 166
	14 612 184 \$	125 677 \$	39 879 \$	73 250 \$	113 129 \$

AU 31 OCTOBRE 2008

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 302 046 \$	19 250 \$	6 634 \$	33 052 \$	39 686 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	6 182 871	16 579	1 405	4 211	5 616
Prêts hypothécaires commerciaux	932 688	6 275	1 883	4 760	6 643
Prêts commerciaux et autres	1 847 327	59 769	29 262	31 227	60 489
	14 264 932 \$	101 873 \$	39 184 \$	73 250 \$	112 434 \$

AU 30 AVRIL 2008

	MONTANT BRUT DES PRÊTS	MONTANT BRUT DES PRÊTS DOUTEUX	PROVISIONS SPÉCIFIQUES	PROVISIONS GÉNÉRALES	TOTAL DES PROVISIONS
Prêts personnels	5 179 589 \$	17 780 \$	6 240 \$	29 161 \$	35 401 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 853 891	20 683	1 551	2 517	4 068
Prêts hypothécaires commerciaux	812 499	4 847	1 828	3 772	5 600
Prêts commerciaux et autres	1 693 475	64 183	34 929	29 800	64 729
	13 539 454 \$	107 493 \$	44 548 \$	65 250 \$	109 798 \$

Provisions spécifiques pour pertes sur prêts

POUR LES SIX MOIS
TERMINÉS LE 30 AVRIL
2009 **2008**

	PRÊTS PERSONNELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES RÉSIDENTIELS	PRÊTS HYPOTHÉCAIRES COMMERCIAUX	PRÊTS COMMERCIAUX ET AUTRES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES	TOTAL DES PROVISIONS SPÉCIFIQUES
Solde en début de période	6 634 \$	1 405 \$	1 883 \$	29 262 \$	39 184 \$	50 072 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	17 142	796	25	6 037	24 000	19 500
Radiations	(19 325)	(540)	-	(7 113)	(26 978)	(27 705)
Recouvrements	3 287	325	-	61	3 673	2 681
Solde en fin de période	7 738 \$	1 986 \$	1 908 \$	28 247 \$	39 879 \$	44 548 \$

Prêts en souffrance mais non douteux

Les prêts personnels et hypothécaires résidentiels du tableau ci-dessous ne sont pas classés comme douteux puisqu'ils sont en souffrance depuis moins de 90 jours ou ils sont garantis de façon à ce qu'il soit raisonnable de s'attendre à un plein recouvrement. Le solde des prêts commerciaux en souffrance mais non douteux n'est pas significatif.

AU 30 AVRIL 2009

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	83 358 \$	28 192 \$	5 883 \$	117 433 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	164 538	49 662	8 919	223 119
	247 896 \$	77 854 \$	14 802 \$	340 552 \$

2. PRÊTS (SUITE)

Prêts en souffrance mais non douteux (suite)

AU 31 OCTOBRE 2008

	DE 1 JOUR À 31 JOURS	DE 32 JOURS À 90 JOURS	PLUS DE 90 JOURS	TOTAL
Prêts personnels	86 850 \$	26 298 \$	3 665 \$	116 813 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	151 524	27 861	16 368	195 753
	238 374 \$	54 159 \$	20 033 \$	312 566 \$

3. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titre des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, de même que des prêts hypothécaires conventionnels. Les gains avant impôts, nets des frais liés à la transaction, sont constatés au poste revenus de titrisation.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels réalisées par la Banque :

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	171 816 \$	312 116 \$	405 200 \$	483 932 \$	806 249 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	15 180	28 307	21 516	43 487	34 625
Passif de gestion	(1 301)	(2 798)	(3 284)	(4 099)	(6 650)
Autres	(2 735)	(5 058)	(6 161)	(7 793)	(8 248)
	182 960	332 567	417 271	515 527	825 976
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	(172 039)	(312 402)	(406 246)	(484 441)	(805 683)
Radiation des frais d'origination	(1 692)	(3 493)	(1 862)	(5 185)	(5 108)
Gains sur les opérations de titrisation	9 229 \$	16 672 \$	9 163 \$	25 901 \$	15 185 \$

Relativement aux cessions de prêts hypothécaires résidentiels, les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur initiale des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du deuxième trimestre de 2009 se détaillent comme suit:

Terme moyen pondéré (Mois)	31
Taux de remboursement anticipé	26,1 %
Taux d'actualisation	1,1 %

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

Le tableau suivant fournit le détail des revenus de titrisation tel que présentés à l'état consolidé des résultats :

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Gains sur les opérations de titrisation	9 229 \$	16 672 \$	9 163 \$	25 901 \$	15 185 \$
Variations de la juste valeur des swaps de titrisation et des instruments financiers détenus à des fins de couvertures économiques	4 245	(5 789)	(1 007)	(1 544)	(1 490)
Revenus de gestion	1 820	1 835	1 568	3 655	2 981
Réévaluation des droits conservés relatifs aux intérêts excédentaires	(6 287)	(1 520)	413	(7 807)	1 096
Autres	(413)	(673)	(640)	(1 086)	(2 917)
	8 594 \$	10 525 \$	9 497 \$	19 119 \$	14 855 \$

Au 30 avril 2009, la Banque détenait des droits relatifs à des intérêts excédentaires futurs s'élevant à 86 635 000 \$ (desquels 81 943 000 \$ étaient liés à des hypothèques assurées) et des comptes de réserve au comptant de 15 063 000 \$.

L'encours total des prêts hypothécaires résidentiels titrisés s'élève à 2 614 559 000 \$ au 30 avril 2009 (2 398 564 000 \$ au 31 octobre 2008).

4. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, aucune action ordinaire n'a été émise dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque (1 613 actions ordinaires pour une contrepartie au comptant de 34 000 \$ au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2009).

ÉMIS ET EN CIRCULATION	AU 30 AVRIL 2009		AU 31 OCTOBRE 2008	
	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT	NOMBRE D'ACTIONS	MONTANT
EN MILLIERS DE DOLLARS, SAUF LE NOMBRE D'ACTIONS				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000 \$	8 400 000	210 000 \$
Actions ordinaires	23 849 313	257 496 \$	23 847 700	257 462 \$

(1) Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires au gré de la Banque. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Gestion du capital

L'objectif de la Banque est de maintenir un niveau optimal de capital qui puisse soutenir ses activités tout en générant pour ses actionnaires un rendement acceptable, en respectant son profil de risque. Le niveau de capital doit être suffisant pour que la Banque puisse démontrer sa solvabilité et sa capacité à faire face à ses risques opérationnels, en plus d'offrir le niveau requis de sécurité pour ses déposants et ses créanciers. Le capital doit également rencontrer des exigences réglementaires minimales, telles que définies par le Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), des règles internes de suffisance de capital et s'aligner avec les cotes de crédit visées.

Les lignes directrices réglementaires émises par le BSIF exigent que les banques maintiennent un ratio de capital de première catégorie d'au moins 7% et un ratio de capital total d'au moins 10%. La Banque évalue son capital réglementaire en se basant sur la méthode standard pour le risque de crédit et la méthode de l'indicateur de base pour le risque opérationnel, telles qu'élaborées par la Banque des règlements internationaux (Bâle II). La Banque s'est conformée à ces exigences tout au long de la période de six mois se terminant le 30 avril 2009.

Capital réglementaire

	AU 30 AVRIL 2009	AU 31 OCTOBRE 2008	AU 30 AVRIL 2008
Fonds propres de catégorie 1			
Actions ordinaires	257 496 \$	257 462 \$	257 278 \$
Surplus d'apport	193	173	142
Bénéfices non répartis	620 732	596 974	560 364
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Moins : écarts d'acquisition, titrisation et autres	(99 373)	(99 239)	(91 973)
Total – fonds propres de catégorie 1	989 048	965 370	935 811
Fonds propres de catégorie 2			
Débentures subordonnées	150 000	150 000	150 000
Provisions générales	73 250	73 250	65 250
Moins : titrisation et autres	(30 788)	(31 738)	(27 319)
Total – fonds propres de catégorie 2	192 462	191 512	187 931
Total – fonds propres	1 181 510 \$	1 156 882 \$	1 123 742 \$

5. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

Au cours des six premiers mois de 2009, il n'y a pas eu de nouvel octroi. L'information relative au nombre d'options en cours s'établit comme suit :

	AU 30 AVRIL 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
	NOMBRE	NOMBRE
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	125 725	127 338
Pouvant être levées à la fin de la période	100 725	89 838

Programme d'unités d'actions restreintes

Au cours du 1^{er} trimestre de 2009, en vertu du programme d'unités d'actions restreintes, la prime annuelle de certains employés d'un montant de 1 528 000 \$ a été convertie en 42 537 unités d'actions restreintes entièrement acquises. La Banque a également contribué pour 25 522 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2011.

Programme d'unités d'actions de performance

Au cours du 1^{er} trimestre de 2009, en vertu du programme d'unités d'actions de performance, la Banque a octroyé 42 724 unités d'actions de performance d'une valeur de 35,93 \$ chacune. Les droits sur 37,5% de ces unités seront acquis après 3 ans. Les droits sur les unités restantes seront acquis après 3 ans, en fonction de l'atteinte d'objectifs financiers.

Régime de droits à la plus-value des actions

Au cours du deuxième trimestre de 2009, en vertu du Régime de droits à la plus-value des actions, la Banque a octroyé 2 000 droits à la plus-value des actions (DPVA) (27 000 DPVA au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2009).

Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions

Le tableau suivant présente la charge liée à l'ensemble des programmes de rémunération à base d'actions, net de l'effet des transactions de couverture.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Charge liée aux régimes de rémunération à base d'actions	238 \$	(5 915) \$	4 319 \$	(5 677) \$	206 \$
Effet de la couverture	(16)	8 029	(4 386)	8 013	1 253
Total	222 \$	2 114 \$	(67) \$	2 336 \$	1 459 \$

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	1 140 \$	1 471 \$	2 583 \$	2 611 \$	5 223 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	1 031	993	929	2 024	1 745
Charge liée aux autres régimes	804	832	812	1 636	1 642
Total	2 975 \$	3 296 \$	4 324 \$	6 271 \$	8 610 \$

7. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 849 313	23 848 489	23 836 734	23 848 894	23 830 300
Options d'achat d'actions dilutives	5 289	23 426	45 108	14 508	41 511
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 854 602	23 871 915	23 881 842	23 863 402	23 871 811
Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ⁽¹⁾	105 400	-	-	51 827	-

(1) Ce nombre moyen d'options d'achat d'actions n'a pas été considéré aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

8. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Autres éléments du résultat étendu

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE		
	30 AVRIL 2009			30 AVRIL 2008		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains nets et (pertes nettes) latents provenant de la période	12 054 \$	(3 685) \$	8 369 \$	(710) \$	175 \$	(535) \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	(64)	19	(45)	(512)	116	(396)
	11 990	(3 666)	8 324	(1 222)	291	(931)
Gains sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	11 777	(4 014)	7 763	7 822	(2 544)	5 278
Autres éléments du résultat étendu	23 767 \$	(7 680) \$	16 087 \$	6 600 \$	(2 253) \$	4 347 \$

	POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE		
	30 AVRIL 2009			30 AVRIL 2008		
	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	NETS DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES
Gains et (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente						
Gains nets et (pertes nettes) latents provenant de la période	1 136 \$	(281) \$	855 \$	(3 915) \$	1 183 \$	(2 732) \$
Moins : reclassement aux résultats de (gains) et pertes réalisés au cours de la période	977	(305)	672	(2 525)	395	(2 130)
	2 113	(586)	1 527	(6 440)	1 578	(4 862)
Gains sur les produits dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	34 163	(11 359)	22 804	41 412	(13 402)	28 010
Autres éléments du résultat étendu	36 276 \$	(11 945) \$	24 331 \$	34 972 \$	(11 824) \$	23 148 \$

8. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU (SUITE)

Cumul des autres éléments du résultat étendu (net des impôts sur les bénéfices)

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$
Variation au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2009	15 041	(6 797)	8 244
Variation au cours des trois mois terminés le 30 avril 2009	7 763	8 324	16 087
Solde au 30 avril 2009	58 221 \$	(15 064) \$	43 157 \$

	COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	CUMUL DES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
Solde au 31 octobre 2007	(10 255) \$	11 132 \$	877 \$
Variation au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2008	22 732	(3 931)	18 801
Variation au cours des trois mois terminés le 30 avril 2008	5 278	(931)	4 347
Solde au 30 avril 2008	17 755	6 270	24 025
Variation au cours des trois mois terminés le 31 juillet 2008	(641)	(10 789)	(11 430)
Variation au cours des trois mois terminés le 31 octobre 2008	18 303	(12 072)	6 231
Solde au 31 octobre 2008	35 417 \$	(16 591) \$	18 826 \$

9. GESTION DES RISQUES

La Banque est exposée à différents types de risques de par la nature des activités commerciales qu'elle poursuit, dont ceux liés à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer les risques associés à l'utilisation d'instruments financiers, incluant les portefeuilles de prêts et de dépôts, les valeurs mobilières et les instruments financiers dérivés, des contrôles ont été mis en place, notamment des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque. Ces mesures visent à optimiser le ratio rendement / risque dans toutes les sphères d'activités. Une structure de régie d'entreprise est aussi établie afin de s'assurer que la tolérance globale au risque est en accord avec les stratégies et objectifs de la Banque. Les principaux risques auxquels la Banque est exposée sont décrits ci-dessous.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

Au 30 avril 2009, l'effet d'une hausse soudaine et soutenue de 1 % des taux d'intérêts sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur les revenus nets d'intérêt avant impôts auraient été les suivants :

	AU 30 AVRIL 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêt avant impôts des 12 prochains mois	4 202 \$	8 901 \$
Augmentation (diminution) de la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(36 037) \$	(27 060) \$

Risque de crédit

L'utilisation d'instruments financiers, incluant des produits dérivés, peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de perte financière résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

La note 2 de ces états financiers consolidés intermédiaires fournit des informations détaillées sur les portefeuilles de prêts de la Banque.

Le risque de crédit de la Banque lié aux instruments financiers dérivés est essentiellement concentré vers des institutions financières, principalement constituées de banques canadiennes.

Le montant qui représente le mieux l'exposition maximale au risque de crédit de la Banque au 30 avril 2009, sans tenir compte d'aucune garantie ni d'autre rehaussement de crédit correspond essentiellement à la somme des actifs financiers au bilan consolidé de la Banque auxquels s'ajoutent les engagements de crédit détaillés ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2009	AU 31 OCTOBRE 2008
Actifs financiers, tel que présentés au bilan	20 049 \$	19 255 \$
Engagement de crédit et autres éléments hors-bilan. ⁽¹⁾	4 605	4 153
Total	24 654 \$	23 408 \$

(1) Incluant 2 175 000 000 \$ au 30 avril 2009 (2 083 000 000 \$ au 31 octobre 2008) liés à des facilités de crédit personnelles et marges sur cartes de crédit.

9. GESTION DES RISQUES (SUITE)

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité représente l'éventualité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Le comité de gestion des liquidités porte une attention particulière aux échéances des dépôts et des prêts ainsi qu'aux disponibilités et aux exigibilités de fonds lors de la planification du financement.

Échéances contractuelles des passifs financiers

Le tableau suivant présente les principales obligations liées à des passifs financiers selon leurs échéances contractuelles.

	AU 30 AVRIL 2009				
	À VUE ET	À TERME			TOTAL
	SUR PRÉAVIS	MOINS DE 1 AN	DE 1 À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	
Dépôts	5 326 824 \$	5 206 480 \$	6 717 550 \$	9 909 \$	17 260 763 \$
Engagements afférents à des valeurs vendues à découverts	-	571 182	-	-	571 182
Engagements afférents à des valeurs vendues en vertu de convention de rachat	-	183 424	-	-	183 424
Débitures subordonnées	-	-	150 000	-	150 000
	5 326 824 \$	5 961 086 \$	6 867 550 \$	9 909 \$	18 165 369 \$

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier représente le montant auquel pourrait être échangé un instrument financier entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Il n'existe cependant pas de marché pour une part importante des instruments financiers de la Banque. En conséquence, pour ces instruments, les justes valeurs présentées sont des estimations établies à l'aide de techniques d'actualisation ou d'autres techniques d'évaluation, qui peuvent ne pas être représentatives de la valeur de réalisation nette.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il peut être nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Ces hypothèses reflètent les risques inhérents aux instruments financiers.

Au 30 avril 2009, la juste valeur des actifs et passifs financiers correspondait approximativement à la valeur comptable, à l'exception des actifs et passifs ci-dessous.

EN MILLIONS DE DOLLARS	AU 30 AVRIL 2009			AU 31 OCTOBRE 2008		
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	ÉCART FAVORABLE (DÉFAVORABLE)
Actif						
Prêts	14 499 \$	14 803 \$	304 \$	14 153 \$	14 272 \$	119 \$
Passif						
Dépôts	17 261	17 519	(258)	15 334	15 418	(84)
Débitures subordonnées	150 \$	157 \$	(7) \$	150 \$	155 \$	(5) \$

Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs des instruments financiers

Prêts

La juste valeur des prêts est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie, ajustés pour tenir compte des remboursements anticipés, s'il y a lieu, aux taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour de nouveaux prêts ayant sensiblement les mêmes modalités. Pour certains prêts à taux variables dont les taux sont fréquemment révisés et pour les prêts dont l'échéance n'est pas déterminée, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable.

Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement les mêmes modalités. La juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas déterminée ou des dépôts à taux d'intérêt variable est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Débitures subordonnées

La juste valeur des débitures subordonnées est estimée par l'actualisation des flux de trésorerie à partir des taux d'intérêt prévalant actuellement sur le marché pour des émissions similaires ou sur les taux offerts actuellement pour les titres d'emprunt ayant la même période à courir jusqu'à l'échéance.

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Juste valeur des instruments financiers (suite)

Gains et pertes non réalisés sur le portefeuille de titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente, comptabilisés au résultat étendu.

	AU 30 AVRIL 2009			
	COÛT AMORTI	GAINS NON RÉALISÉS	PERTES NON RÉALISÉES	JUSTE VALEUR
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada	727 882 \$	372 \$	- \$	728 254 \$
par des provinces	544 084	5 855	-	549 939
Autres titres d'emprunt	134 182	4 623	2 016	136 789
Titres adossés à des actifs	20 225	-	2 466	17 759
Actions privilégiées	72 959	54	6 115	66 898
Actions ordinaires et autres	43 962	-	12 523	31 439
	1 543 294 \$	10 904 \$	23 120 \$	1 531 078 \$

	AU 31 OCTOBRE 2008			
	COÛT AMORTI	GAINS NON RÉALISÉS	PERTES NON RÉALISÉES	JUSTE VALEUR
Valeurs émises ou garanties				
par le Canada	977 724 \$	575 \$	31 \$	978 268 \$
par des provinces	26 604	-	303	26 301
Autres titres d'emprunt	200 342	287	3 650	196 979
Titres adossés à des actifs	20 323	1	1 036	19 288
Actions privilégiées	75 329	6	6 263	69 072
Actions ordinaires et autres	46 966	29	9 399	37 596
	1 347 288 \$	898 \$	20 682 \$	1 327 504 \$

Au 30 avril 2009, les pertes non-réalisées étaient principalement liées à des actions ordinaires et privilégiées d'institutions financières canadiennes et, dans une moindre mesure, à des placements dans d'autres sociétés publiques. La valeur des actions de ces sociétés a généralement diminuée au cours des six à neuf derniers mois à cause des conditions de marché. Toutefois, ces sociétés ont maintenu de bonnes conditions financières et leur plan d'affaires demeurent solide. Par conséquent, la direction a déterminé que les baisses de la juste valeur étaient temporaires et qu'elle avait la possibilité et l'intention de conserver ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur. Ces baisses de valeurs sont incluses au cumul des autres éléments du résultat étendu.

Instruments financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction

Sous réserve que les désignations rencontrent certaines conditions spécifiques, la direction peut faire le choix de désigner des instruments comme étant détenus à des fins de transaction dont les variations de juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Certaines valeurs mobilières, droits conservés relatifs aux activités de titrisation et certains dépôts de particuliers ont été désignés comme étant détenus à des fins de transactions afin de réduire sensiblement une disparité de traitement en matière de comptabilisation qui aurait résulté du fait que les gains et les pertes sur ces éléments auraient été comptabilisés sur des bases différentes. Ces instruments financiers sont utilisés dans le cadre des stratégies de gestion des actifs et des passifs de la Banque et servent de couvertures économiques pour d'autres instruments financiers qui sont mesurés à la juste valeur. Par conséquent, les gains et pertes sur ces instruments sont généralement contrebalancés par les variations de valeurs d'autres instruments financiers. Le tableau suivant présente l'effet des variations de valeurs de ces instruments.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Inclus dans les revenus de titrisation	3 455 \$	21 246 \$	9 504 \$	24 701 \$	23 858 \$
Inclus dans les revenus de trésorerie et de marchés financiers	139	(45)	(1 083)	94	(426)
Total	3 594 \$	21 201 \$	8 421 \$	24 795 \$	23 432 \$

Le montant nominal des dépôts désignés comme étant détenus à des fins de transactions est de 20 000 000 \$ au 30 avril 2009 (71 315 000 \$ au 30 avril 2008). La différence entre le montant que la Banque serait tenue de payer par contrat à l'échéance, aux détenteurs de ces dépôts et leurs valeur comptable de 20 160 000 \$ au 30 avril 2009 (71 652 000 \$ au 30 avril 2008) est de 160 000 \$ (337 000 \$ au 30 avril 2008).

10. INFORMATION ADDITIONNELLE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Instruments financiers dérivés

Inefficacité relative aux relations de couverture

Le tableau suivant indique les portions inefficaces des variations cumulatives de juste valeur des instruments de couverture comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

	POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE			POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE	
	30 AVRIL 2009	31 JANVIER 2009	30 AVRIL 2008	30 AVRIL 2009	30 AVRIL 2008
Inefficacité favorable (défavorable) de					
couverture de flux de trésorerie	89 \$	35 \$	7 \$	124 \$	263 \$
couverture de juste valeur	(227)	(770)	(352)	(997)	(252)
	(138) \$	(735) \$	(345) \$	(873) \$	11 \$

Répartition des swaps désignés comme éléments de couverture, par catégorie

Le tableau suivant indique la répartition des swaps de la Banque entre les swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie et les swaps désignés comme éléments de couverture de juste valeur.

Les swaps désignés comme éléments de couverture sont utilisés principalement pour gérer l'appariement du bilan de la Banque et minimiser la volatilité future du revenu net d'intérêt. La valeur de ces swaps peut varier de façon importante. Par conséquent, les variations de valeur des swaps désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie pourraient entraîner des variations significatives du cumul des autres éléments du résultat étendu et dans les capitaux propres.

	AU 30 AVRIL 2009		AU 31 OCTOBRE 2008	
	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET	MONTANT NOMINAL	JUSTE VALEUR MONTANT NET
Contrats de taux d'intérêt désignés comme instruments de couverture				
Swaps servant de couverture de flux de trésorerie	3 841 000 \$	70 781 \$	2 557 000 \$	46 118 \$
Swaps servant de couverture de juste valeur	2 947 250	109 713	3 021 750	68 148
	6 788 250 \$	180 494 \$	5 578 750 \$	114 266 \$

Autres informations concernant les relations de couverture

Des gains nets reportés s'élevant à 30 916 000 \$, inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu au 30 avril 2009, seront reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des douze prochains mois.

La durée maximale des relations de couverture du risque de flux de trésorerie liées à des opérations futures était de 5 ans au 30 avril 2009.

11 ■ INFORMATION SECTORIELLE

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
30 AVRIL 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	74 489 \$	15 342 \$	21 496 \$	526 \$	(17 780) \$	94 073 \$
Autres revenus	29 281	5 033	2 417	10 833	13 131	60 695
Revenu total	103 770	20 375	23 913	11 359	(4 649)	154 768
Provision pour pertes sur prêts	8 129	3 161	710	-	-	12 000
Frais autres que d'intérêt	83 105	6 346	11 740	8 721	4 122	114 034
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	12 536	10 868	11 463	2 638	(8 771)	28 734
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 780	3 401	3 630	772	(3 004)	7 579
Bénéfice net	9 756 \$	7 467 \$	7 833 \$	1 866 \$	(5 767) \$	21 155 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 849 661 \$	2 274 033 \$	4 231 056 \$	1 315 395 \$	1 440 895 \$	20 111 040 \$

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
31 JANVIER 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	76 254 \$	14 279 \$	21 115 \$	750 \$	(13 695) \$	98 703 \$
Autres revenus	28 545	4 865	2 386	8 823	13 215	57 834
Revenu total	104 799	19 144	23 501	9 573	(480)	156 537
Provision pour pertes sur prêts	9 535	1 654	811	-	-	12 000
Frais autres que d'intérêt	82 233	5 932	10 776	8 191	3 600	110 732
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	13 031	11 558	11 914	1 382	(4 080)	33 805
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 851	3 617	3 788	391	(1 889)	8 758
Bénéfice net	10 180 \$	7 941 \$	8 126 \$	991 \$	(2 191) \$	25 047 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 740 803 \$	2 205 826 \$	4 164 755 \$	1 279 855 \$	1 218 262 \$	19 609 501 \$

POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE
30 AVRIL 2008

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	72 690 \$	13 692 \$	22 297 \$	703 \$	(10 361) \$	99 021 \$
Autres revenus	28 331	3 890	2 737	7 141	14 385	56 484
Revenu total	101 021	17 582	25 034	7 844	4 024	155 505
Provision pour pertes sur prêts	8 545	997	458	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	81 182	5 526	10 651	7 322	6 169	110 850
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	11 294	11 059	13 925	522	(2 145)	34 655
Impôts sur les bénéfices (récupération)	2 728	3 672	4 700	141	(1 735)	9 506
Bénéfice net	8 566 \$	7 387 \$	9 225 \$	381 \$	(410) \$	25 149 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 917 143 \$	2 110 641 \$	3 806 798 \$	1 431 709 \$	809 073 \$	18 075 364 \$

11. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE
30 AVRIL 2009

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	150 743 \$	29 621 \$	42 611 \$	1 276 \$	(31 475) \$	192 776 \$
Autres revenus	57 826	9 898	4 803	19 656	26 346	118 529
Revenu total	208 569	39 519	47 414	20 932	(5 129)	311 305
Provision pour pertes sur prêts	17 664	4 815	1 521	-	-	24 000
Frais autres que d'intérêt	165 338	12 278	22 516	16 912	7 722	224 766
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	25 567	22 426	23 377	4 020	(12 851)	62 539
Impôts sur les bénéfices (récupération)	5 631	7 018	7 418	1 163	(4 893)	16 337
Bénéfice net	19 936 \$	15 408 \$	15 959 \$	2 857 \$	(7 958) \$	46 202 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	10 794 330 \$	2 239 364 \$	4 197 356 \$	1 297 330 \$	1 327 734 \$	19 856 114 \$

POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE
30 AVRIL 2008

	P ET PME- QUÉBEC	IC	B2B	VMBL	AUTRES	TOTAL
Revenu net d'intérêt	145 674 \$	27 325 \$	44 301 \$	1 437 \$	(20 180) \$	198 557 \$
Autres revenus ⁽²⁾	55 710	7 403	5 398	14 691	24 816	108 018
Revenu total	201 384	34 728	49 699	16 128	4 636	306 575
Provision pour pertes sur prêts	16 383	2 494	623	-	-	19 500
Frais autres que d'intérêt	161 573	11 064	20 995	14 940	10 832	219 404
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	23 428	21 170	28 081	1 188	(6 196)	67 671
Impôts sur les bénéfices ⁽³⁾	5 784	7 007	9 472	339	808	23 410
Bénéfice net	17 644 \$	14 163 \$	18 609 \$	849 \$	(7 004) \$	44 261 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	9 850 937 \$	2 102 509 \$	3 742 640 \$	1 427 512 \$	651 623 \$	17 775 221 \$

P et PME-Québec -Le secteur Particuliers et PME-Québec couvre toute la gamme de produits d'épargne, d'investissement et de financement et les produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de ventes, dans tout le Canada. Ce secteur englobe également les services de cartes de crédit Visa, les produits d'assurance crédit et les services de fiducie. De plus, il offre tous les services financiers commerciaux aux petites et moyennes entreprises du Québec.

IC - Le secteur Immobilier et commercial offre le financement immobilier à travers le Canada, les services de financement commerciaux en Ontario et les opérations liées aux comptes majeurs à travers le Canada.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(2) Les autres revenus du secteur Autres incluent une perte de 0,4 millions \$ (0,3 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) sur la vente d'un portefeuille de marges de crédit personnelles de 30,1 millions \$. La Banque n'a pas conservé de droits et obligations relativement à ces prêts.

(3) La charge d'impôt du secteur Autres inclut un ajustement de 5,6 millions \$ reflétant la baisse de valeur des actifs d'impôts futurs de la Banque, liée aux nouvelles réductions de taux d'impôt fédéral.